

province, l'honorable Don Cameron. Ces deux là ont accompli un travail phénoménal en Nouvelle-Écosse.

En effet, dans bien des régions de cette province, le chômage atteint des niveaux sans précédent. Il en est de même du nombre de jeunes sans emploi. Dans mon propre district, la mine de Lingan ferme ses portes. C'est le cas aussi du port de Halifax et de plusieurs centres pour les femmes. Les travailleurs de la Sydney Steel ne bénéficient d'aucun programme de redressement pour les aider, eux et leurs familles, suite aux mises à pied qui sont faites. La performance du député de Central Nova est désastreuse et il devrait avoir honte de siéger au Cabinet et de tolérer ce genre de verbiage au sujet de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique.

Je dis cela parce que le député de Central Nova, c'est-à-dire l'actuel ministre des Travaux publics, a déjà été le ministre responsable de l'agence. Comment peut-on parler d'une performance surprenante comme s'il n'y avait pas de problème dans la région atlantique. On a donné aujourd'hui des statistiques sur les faillites; 56 000 Canadiens dans toutes les régions du pays ont dû déclarer faillite. Si l'Agence de promotion économique du Canada atlantique va si bien, je me demande pourquoi on a attendu cinq ans avant de publier un rapport détaillé pour souligner aux résidents de la région atlantique l'excellent travail fait par l'agence pour le bénéfice de cette région.

À mon avis, les ministres et les responsables de l'APE-CA ont camouflé les statistiques économiques inquiétantes pour la période visée dans leur rapport annuel. En fait, ces statistiques montrent que les taux d'intérêt élevés, ainsi que la politique gouvernementale qui consiste à maintenir élevée la valeur du dollar, nuisent à l'économie régionale. La région connaît une augmentation énorme du nombre des faillites, une hausse du taux de chômage, un ralentissement incroyable de la croissance dans les secteurs de la foresterie ainsi qu'une baisse générale des dépenses d'investissement. Voilà la réalité.

• (1030)

Je veux faire ressortir tout le jeu de relations publiques qui entoure la présentation du projet de loi C-35 par le gouvernement du Canada. On nous dit, et mon collègue de Charlottetown le confirmera volontiers, que cette agence, la panacée des disparités régionales au Canada, accomplit un travail extraordinaire. Or, cette mesure législative, qui vise à modifier 90 autres lois, prévoit que le gouvernement fera rapport à la population tous les

cinq ans, qu'il présentera un rapport global tous les cinq ans.

Il y aura peut-être des élections dans l'intervalle, ce que nous, de ce côté-ci, attendons avec impatience, tout comme les députés d'en face, j'en suis persuadé. Cette agence, qui doit produire un rapport global tous les cinq ans, aux termes de cette loi particulière, a connu des échecs cuisants. Elle a certes eu quelques succès, mais prétendre qu'elle a rempli le mandat légiféré qui lui avait été confié dépasse l'entendement et est inadmissible pour nous qui habitons la région de l'Atlantique.

Plusieurs groupes se sont adressés à l'agence pour obtenir une aide financière mais ils ont été forcés de constater que les critères avaient changé. Dans bien des coins de la région de l'Atlantique, ses bureaux ont connu un échec total.

Le député d'en face, qui est à la Chambre aujourd'hui, peut de ne pas être d'accord avec moi sur ce point. Je peux très bien comprendre cela. Le fait est cependant que les quatre premiers ministres des provinces de l'Atlantique, y compris le premier ministre conservateur de la Nouvelle-Écosse, le grand ami du ministre de Central Nova, ont tous conclu que l'Agence de promotion économique du Canada atlantique était loin d'être aussi efficace que les ministres d'en face, qui représentent des circonscriptions conservatrices du Canada Atlantique, ont voulu le faire croire aux gens de cette région.

Nous avons un taux de chômage indécent, le mot n'est pas trop fort, dans les provinces de l'Atlantique. L'industrie de la pêche est ruinée. Les employés de l'industrie sidérurgique ont dû recourir à des moyens que d'aucuns ont qualifiés de forme de désobéissance civile pour attirer l'attention des autorités provinciales et fédérales. Les premiers ministres de la région de l'Atlantique, dont un premier ministre conservateur, ont tous souligné l'inefficacité et les lacunes de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique.

Quand je lis «tous les cinq ans» et que j'entends ensuite les ministres dire que c'est une panacée, je me dis qu'on ne fait pas mieux comme propos fallacieux, certains diraient même hypocrites. Je n'irais pas jusque là, mais il y a des habitants de la région de l'Atlantique qui diraient que c'est de l'hypocrisie à l'état pur.

C'est de la frime. C'est du vent que le gouvernement du Canada offre aux habitants de la région de l'Atlantique par l'entremise du C-35.